



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1213
23 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 23 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE
LA GÉORGIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration du Ministère géorgien des affaires étrangères concernant l'incident armé qui s'est produit dans la zone de conflit de l'Abkhazie (Géorgie) le 21 décembre 1998.

Le Gouvernement géorgien avait signalé à la communauté internationale le risque d'une provocation armée menée par la partie abkhaze dans la zone de conflit (S/1998/1193, annexe).

Nous voulons croire que le Conseil de sécurité prendra sans délai les mesures appropriées pour faire face à toute tentative visant à entraver le processus de paix en Abkhazie (Géorgie).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Peter CHKHEIDZE

ANNEXE

Déclaration du Ministère géorgien des affaires étrangères
publiée à Tbilissi le 22 décembre 1998

Le 2 décembre 1998, vers 23 heures, les unités du Ministère géorgien de l'intérieur déployées dans le village d'Orsantia, dans la province de Zougdid, ont essuyé des tirs nourris de mitrailleuses, de lance-grenades, de mortiers et de mitraillettes, en provenance du point de contrôle No 208 des forces de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants (CEI).

Cette attaque inopinée et non fondée a duré entre 40 et 45 minutes; toutefois, la partie géorgienne n'a tenu aucun compte de cette provocation et n'a pas riposté.

Des groupes armés abkhazes ont profité de l'attaque pour s'infiltrer à l'arrière des unités géorgiennes, sur lesquelles ils ont ouvert le feu. Dans le cadre de cette provocation armée, un soldat de 19 ans, Roland Gabelia, a été grièvement blessé à la tête et le personnel de l'hôpital où il a été transporté n'a pu que constater son décès.

Le Gouvernement géorgien dispose de preuves irrécusables de la complicité de certains membres des forces de maintien de la paix de la CEI dans l'incident en question.

Le Ministère des affaires étrangères se déclare gravement préoccupé par cette provocation et rappelle les avertissements maintes fois lancés par le Gouvernement géorgien au sujet de l'escalade imminente des tensions dans la zone de conflit, liée à la concentration récente de groupes abkhazes armés dans la région de Gali (S/1998/1193, annexe).

Afin de prévenir ce type de provocation et sur la base de l'accord conclu à Genève, une rencontre a eu lieu à Gali le 21 décembre 1998, sur la proposition de la délégation géorgienne, entre les structures de pouvoir des deux parties, réunion à laquelle a participé le Commandement militaire des forces de maintien de la paix de la CEI. Les parties avaient accepté de prendre des mesures supplémentaires pour éviter que le sang ne soit versé, mais l'incident en question s'est produit à peu près au moment où la rencontre prenait fin.

Il est clair que l'opération susmentionnée n'est rien d'autre qu'une nouvelle tentative faite par les séparatistes pour pousser la partie géorgienne à un affrontement armé de grande ampleur.

Le Gouvernement géorgien a exigé du Commandement militaire des forces de maintien de la paix de la CEI qu'il procède, avec la participation des deux parties au conflit, à une enquête approfondie et détaillée sur cet incident et traduise les responsables en justice. Le Gouvernement géorgien a également demandé à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) de prendre toutes les mesures pour faire éclater la vérité et prévenir la violence dans la zone de conflit.

/...

Le Ministère géorgien des affaires étrangères sait qu'il peut compter sur la communauté internationale pour condamner cette provocation et prendre les mesures voulues pour empêcher le blocage du processus de paix en Géorgie.
